

## SELON LES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

## BEM : le rachat est indispensable

**L'insistance du ministre de l'Éducation nationale sur la question du rachat dans les examens du BEM et du bac, réaffirmant son refus catégorique à cette option, ne semble pas convaincre le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), qui rouvrent ce chapitre en interpellant le ministre Benbouzid pour revenir sur sa décision.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Dans une conférence de presse organisée hier, le président de ce syndicat, M. Abdelkader Boudjenah, a expliqué que le recours au rachat s'impose pour les recalés de l'examen du BEM, justifiant cela par la difficulté des sujets des matières de maths et histoire-géographie, qui étaient inacces-

sibles y compris pour les élèves les plus brillants.

A la question de savoir pourquoi le syndicat a attendu l'annonce des résultats pour dénoncer la complexité des sujets, le conférencier a répondu que plusieurs courriers de parents d'élèves et de correcteurs leur sont parvenus et les ont fait réagir. «Les correcteurs ont confirmé



La surcharge des classes pose un problème crucial.

que les sujets de maths et d'histoire-géographie sont à l'origine de l'échec d'une grande partie des candidats», dit-il. Suite à ce constat, M. Boudjenah

lance un appel pour le rachat des élèves ayant obtenu une moyenne dépassant 9/10. «Si le ministère répond favorablement, c'est un autre problème qui sera réglé. Celui de la surcharge des classes dans les collèges à partir de la rentrée prochaine», a signalé l'orateur, qui touche, en effet, à un problème de fond, appréhendé même par le ministère de l'Éducation.

L'accès de tous les élèves de la 5<sup>e</sup> année du nouveau système et ceux de la 6<sup>e</sup> année de l'ancien système au cycle moyen, ajoutés aux recalés du BEM, engendrerait une

surcharge des classes jamais enregistrée dans le moyen.

La tutelle se prépare déjà à cette situation, en réceptionnant un nombre important de nouvelles infrastructures, notamment à l'intérieur du pays. Mais le problème est-il réglé pour la capitale ? En tout cas, la rentrée scolaire qui marque une nouvelle ère, issue des réformes, s'annonce critique en matière de places. Beaucoup d'infrastructures ne seront pas réceptionnées à temps, sans parler de l'encadrement dans le moyen, appelé à être doublé.

R. M.

## INTERSYNDICALE

## Vers l'institution d'une fédération

**«L'UGTA est représentative dans le secteur économique mais elle n'existe plus actuellement dans la Fonction publique. Je les défie de faire réussir un mouvement de protestation parmi les fonctionnaires, tous corps confondus», prétend Meziane Meriane, coordinateur de l'intersyndicale née du mouvement protestataire mené récemment par les syndicats autonomes, et ce, dans un point de presse tenu hier à Constantine en marge de l'installation de la section Snapest de cette wilaya. Il précisera que son syndicat est représenté à travers 36 wilayas et même au fin fond du Sahara avec pas moins de 35% des effectifs des enseignants du secondaire.**

M. Meriane, tout en émettant l'intention d'instituer dans les mois à venir une organisation sous forme de fédération ou de confédération sur la base de cette fameuse intersyndicale, a précisé, par ailleurs, que c'est à l'université d'été des syndicats autonomes qui se tiendra bientôt de décider d'une feuille de route portant les actions à entreprendre pour la rentrée sociale prochaine. Il dira, néanmoins, que le dialogue est rompu avec la chefferie du gouvernement qui, dans sa «fuite en avant», refuse d'aborder les syndicats auto-

nomes comme un partenaire social représentatif. «C'est vrai que les portes du dialogue sont ouvertes au niveau des ministères et de leurs représentations à travers le territoire national, mais notre revendication primordiale, à savoir les salaires, se discute à ce niveau de la responsabilité», dira-t-il. Et d'ajouter que le gouvernement ne considère jamais la représentativité comme un élément essentiel dans la négociation avec les représentants des travailleurs, mais préfère un seul syndicat, docile soit-il.



Meriane défie l'UGTA.

Sur un autre chapitre, il appuiera la position de ses «camarades» hospitalo-universitaires s'agissant du rejet du principe selon lequel leur tutelle aborde le sujet du régime indemnitaire en parlant de primes compensatrices au lieu de primes spécifiques.

Selon ses termes, cette approche, qui reproduit le modèle français, ne peut s'appliquer en Algérie pour deux raisons.

Premièrement, parce que les salaires en France sont indexés sur le pouvoir d'achat, ce qui n'est pas le cas chez nous.

Deuxièmement, parce que les

primes compensatrices compensent le pouvoir d'achat et ne répondent pas aux spécificités de certains corps de fonctionnaires.

Meziane Meriane a également disserté au sujet des propositions de l'intersyndicale, rejetées d'ailleurs par le gouvernement. Il a considéré dans ce sens que les enseignants devront bénéficier d'un quota spécial de logements qui est, à ses yeux, un moyen d'accompagnement pédagogique comme il a revendiqué le paiement du «détachement» au professeur de l'enseignement secondaire et technique (Pest) qui veut faire des études supérieures afin d'améliorer son statut, bloqué, selon ses dires, par cet obstacle.

Il s'est posé, également, la question de savoir pourquoi l'indemnité d'expérience professionnelle (IEP) continue, pour des raisons inconnues, d'être calculée sur la base de l'ancien régime (2% de l'ancien salaire de base).

**Lyas Hallas**

PARTICIPATION DES ALGÉRIENS D'ORIGINE EUROPÉENNE  
À LA GUERRE DE LIBÉRATION

## Des moudjahidine plaident pour une reconnaissance officielle

**Il n'y a aucune raison de ne pas reconnaître le combat des Algériens d'origine européenne pendant la guerre de Révolution.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - C'est le message qu'ont lancé hier Zohra Drif-Bitât, Louisette Ighil Ahriz, Djamilia Bouhired et d'autres anciens moudjahidine. Bien plus qu'un hommage, certains estiment que pour rétablir l'histoire, des cérémonies officielles doivent leur être consacrées tandis que d'autres réclament que leurs noms figurent sur les institutions à l'image des moudjahidine et

martyrs algériens. Les pouvoirs publics détiennent d'ores et déjà un «dossier» sur le projet de baptisation d'un édifice au nom de Maillot mais n'ont toujours pas donné leur accord.

Pour la sénatrice Zohra Drif-Bitât, l'amnésie qui a frappé l'Algérie constitue un «dérapage sans précédent qui n'honore pas la Révolution qui avait pour principe fondateur le respect des droits universels».

L'invitée du Forum d'El Moudjahid, dans le cadre d'un débat initié par l'association Machaâl Echahid, a tenu à rappeler que la proclamation de la Révolution s'est adressée à tous les Algériens, sans distinction d'origine ou de confession. Sans détour, la sénatrice dira : «Je suis choquée du dérapage qui s'est produit ces dernières années. Je suis troublée que l'Organisation nationale des moudjahidine ne prenne pas en charge les commémorations pour les

moudjahidine et les martyrs d'origine européenne comme elle le fait pour les Algériens de souche. Je suis contre le fait d'en faire une catégorie à part alors que beaucoup se sont engagés et sont morts pour l'indépendance de l'Algérie.» Exemple à l'appui, M<sup>me</sup> Bitât ajoutera que Hassiba Ben Bouali a commencé à activer dans le réseau des frères Timsit, des Algériens d'origine européenne.

Pour M<sup>me</sup> Bitât, un retour aux principes de la

Révolution est nécessaire. Une proposition que partage M<sup>me</sup> Ighil Ahriz qui rappelle qu'«à l'époque, nous étions frères et sœurs. On ne se souciait ni de l'origine, ni de la confession. Je me rappelle qu'à Barberousse, le dortoir était rempli d'Algériennes d'origine européenne. Nous avons partagé beaucoup et il ne faut pas oublier que dans leurs pays d'origine, ils sont considérés aujourd'hui encore comme des harkis». Peu bavarde, M<sup>me</sup> Bouhired a, quant à elle,

dit : «Je n'oublierai jamais le jour où, en arrivant à Barberousse, je me suis aperçue que la majorité des détenues étaient d'origine européenne. Je n'ai jamais oublié mes frères et mes sœurs. Depuis 45 ans, je pense à eux».

Un témoignage suivi de beaucoup d'autres et qui vont tous dans le même sens : la nécessité de reconnaître officiellement l'apport des milliers d'Algériens au combat pour l'indépendance.

**N. I.**